



Déclaration liminaire • FSU mardi 29 juin 2021 •



Un projet marchand articulant le réel et le symbolique. Un projet jardin lors duquel les élèves verbalisent en situation. Un projet lié à l'accueil des PS en début d'année afin de sécuriser les parcours et de donner confiance en l'école en favorisant les communications avec les élèves et leurs parents. La préparation des conférences des savanturiers. Un projet de mise en scène d'un compte co-écrit avec une classe de l'institut français de Madrid. Préparation d'exposés et d'affiches dans le cadre d'un projet histoire et patrimoine et présentation orale avec spark vidéo. Mais aussi courir après un élève qui s'est sauvé de l'école sur une route départementale. Encadrer des groupes d'élèves et canaliser des enfants qui sont violents et agressifs. Liste longue et non exhaustive.

Ces projets et modalités de travail existaient dans des écoles de l'Oise, de REP et REP+ à Creil ou Compiègne mais aussi en ruralité, sur la circonscription d'Auneuil par exemple, avec l'aide de nos collègues AED. L'assistance des AED permettait notamment le travail en petit groupe sur des compétences langagières du cycle 1 au cycle 3. Avec la suppression de ces postes, ces projets seront considérablement restreints et cela dégradera lourdement la situation de ces écoles. Encore une fois l'éducation Nationale veut supprimer des dispositifs efficaces sans même se poser la question de leur intérêt et des besoins alors qu'ils permettent de mettre en place des projets innovants et ambitieux qui donnent du sens aux apprentissages et concourent à la mise en place d'ateliers, sources de coopération et d'entraide entre les élèves. Nous vous demandons de maintenir ces emplois sur les écoles.

Ce matin, nos collègues titulaires de secteur étaient mobilisé-es et en grève pour réclamer, comme ils-elles le font depuis plusieurs semaines des modalités d'affectation transparentes et équitables. La FSU vous demande de rétablir une affectation sur la base de vœux sur des montages regroupés en circonscription comme cela peut se faire dans la Somme par exemple. Cela permettra aux collègues de se projeter sereinement sur leur support et c'est tout à fait réalisable dans le cadre d'une « gestion des ressources humaines bienveillante ». C'est peut-être encore plus nécessaire à rétablir cette année car un certain nombre de montages en école d'application occupés parfois depuis 10 ans par des TS seront pris par des M2 contractuel·les l'an prochain notamment sur la circonscription de Beauvais Sud.

La FSU de l'Oise alerte également sur les conséquences de fermetures de classes ou de non-ouverture de classes prévues initialement pour les personnels, les équipes et l'ensemble du service public. Nous vous demandons de revenir sur ces projets. De maintenir les ouvertures afin de ne pas ajouter de tensions inutiles en cette fin d'année scolaire.

La FSU vous demande également d'acter le retour au fléchage de brigades pour remplacer les décharges de direction des petites écoles de l'Oise : 1-2-3 classes. Cela peut paraître rien pour l'administration, mais pour nos collègues c'est beaucoup et c'est en votre pouvoir.

Cette deuxième année d'école sous Covid a été éprouvante et épuisante à plus d'un titre. Le ministère de son côté, loin de tirer les leçons du premier confinement, a persisté dans son fonctionnement, traçant seul sa route. Impréparation, absence de concertation, négation de la réalité de l'épidémie dans le milieu scolaire, annonces à grand renfort médiatique... auront rythmé le quotidien d'une école qui n'est pas encore sortie de cette crise et dont les personnels et les élèves en subissent des conséquences importantes en termes d'apprentissages et de conditions de travail.

Pourtant, malgré le manque d'accompagnement et de soutien de l'institution, face à des situations inédites, les personnels ont su s'adapter et ont tenu l'école. Cette année aura, une fois de plus,

démontré le professionnalisme des enseignant-es et des AESH, leur souci constant d'assurer la sécurité et la sérénité dans les écoles pour les élèves et les familles et qui ont porté à bout de bras le service public d'éducation.

Cette crise aurait dû être l'occasion d'une remise en question profonde de la politique éducative menée, mais le ministre persiste. Sous couvert de réduire les inégalités, le resserrement sur les « fondamentaux » les aggrave en appauvrissant les apprentissages notamment pour les élèves issus des milieux populaires ou la formation professionnelle. La France reste également un pays où le sous-investissement chronique pour l'école perdure par rapport aux autres pays de l'OCDE. Le ministère entend imposer une forme de statut hiérarchique à la direction d'école, rejeté fortement par la profession, ce qui bouleverserait profondément le fonctionnement des écoles au quotidien. La mise en place des contrats locaux d'accompagnement remet en cause 40 ans de politique d'éducation prioritaire.

Concernant le baccalauréat, la crise sanitaire a déjà conduit à augmenter la part du contrôle continu, de manière exceptionnelle. En 2020, comme en 2021, les effets délétères de cette modalité d'évaluation se sont amplifiés. Le renvoi au local de l'évaluation, sans aucun cadre national, amplifie les inégalités, met les élèves et les enseignants sous la pression d'une évaluation permanente. Le contrôle continu dénature également considérablement le travail des enseignant-es : course permanente à l'évaluation au mépris du temps nécessaire aux apprentissages, pressions des élèves et de leurs familles pour rattraper des résultats jugés pénalisants, pression de la hiérarchie pour se conformer à des objectifs d'évaluation souvent déconnectés des réalités. Ce n'est certainement pas un hasard si, lors des conclusions du Grenelle, Jean-Michel Blanquer illustre le développement des fonctions mixtes avec l'exemple de professeurs chargés d'harmoniser le contrôle continu à l'échelle d'un établissement, accélérant le développement de hiérarchies intermédiaires contrôlant toujours davantage le travail des professeurs.

Les engagements du Grenelle de l'éducation sont sans surprise. Les mesures de revalorisation seront loin d'être historiques. Seule une partie de la profession est concernée tandis que pour la majorité la revalorisation sera anecdotique.

Un plan d'urgence permettant une baisse généralisée et rapide des effectifs dans toutes les classes comme un abondement plus que nécessaire des postes de remplaçant-es et de Rased. Un plan d'urgence permettant une véritable revalorisation des salaires des enseignant-es et des AESH améliorant ainsi l'attractivité de ces métiers. Un plan d'urgence permettant de soutenir et de renforcer notre professionnalité. La FSU continue de porter de fortes ambitions pour l'école, les personnels et les élèves. Elle appelle les enseignant-es et les AESH à investir dès septembre les mobilisations pour exiger un plan d'urgence pour le service public d'éducation.